Dans l’Europe délirante, l’histoire est aujourd’hui révisée

Le 18-05-2025

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Le 4 mai 2025, un « collectif d'historiens européens » s'adressait aux Américains sous la forme d'une tribune publiée dans le journal Le Monde titrée « La Russie falsifie la mémoire de la seconde guerre mondiale pour justifier ses actes les plus abominables » (1).
Ce n'est pas l'opinion de tous les historiens. Pour Annie Lacroix-Riz, « *Ce texte effarant illustre l'abîme dans lequel est tombée depuis plusieurs décennies*
"l'historiographie européenne" *bien-pensante, qui ignore délibérément les sources originales de l'avant-guerre et du conflit mondial.* »
Geoffrey Roberts, professeur émérite d'histoire à l'University College Cork et membre de la Royal Irish Academy a publié une réponse à cette tribune intitulée « Dans l'Europe délirante, l'histoire est aujourd'hui révisée non pas par les vainqueurs mais par les vaincus. ».
Aucun de ces deux historiens n'ayant eu les faveurs du journal de « référence" comme s'est auto défini Le Monde, nous avons décidé de vous transmettre l'article complet de Geoffrey Roberts.
Afin d'assurer une mission d'information complète, c'est-à-dire de permettre que s'expriment plusieurs points de vue, nous vous transmettons aussi la fameuse tribune. A vous de juger !

(1) Tribune collective publiée dans Le Monde : https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/05/04/la-russie-falsifie-la-m…
Si vous n'accédez pas à cet article, vous trouverez le texte en fin d'article

Article de Geoffrey Roberts

Dans l'Europe délirante, l'histoire est aujourd'hui révisée non pas par les vainqueurs mais par les vaincus.

Un groupe appelé « Historiens pour l'Ukraine » a publié une « lettre ouverte au peuple américain » qui dénonce la désinformation russe sur la Seconde Guerre mondiale : https://historiansforukraine.org/
Bien que de telles missives soient devenues de plus en plus courantes depuis le déclenchement de la crise ukrainienne en 2014, parmi les signataires de celle-ci figurent des historiens réputés, dont les noms donnent de la crédibilité à la dénonciation stridente de la « militarisation » de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale par Poutine.
La lettre est programmée et conçue pour donner une tournure négative à la célébration et à la commémoration du quatre-vingtième anniversaire de la victoire soviétique sur l'Allemagne nazie.
Quatre-vingt pour cent des combats de la Seconde Guerre mondiale se sont déroulés sur le front germano-soviétique. Durant quatre années de guerre, l'Armée rouge a détruit 600 divisions ennemies et infligé dix millions de pertes à la Wehrmacht (75 % de ses pertes totales en temps de guerre), dont trois millions de morts. Les pertes de l'Armée rouge se sont élevées à seize millions, dont huit millions de morts (dont trois millions dans les camps de prisonniers de guerre allemands). À cette usure s'est ajoutée la mort de seize millions de civils soviétiques. Parmi eux, un million de Juifs soviétiques, exécutés par les Allemands en 1941-1942, au début de l'Holocauste.
Les pertes matérielles de l'Union soviétique furent tout aussi colossales : six millions de maisons, 98 000 fermes, 32 000 usines, 82 000 écoles, 43 000 bibliothèques, 6 000 hôpitaux et des milliers de kilomètres de routes et de voies ferrées. Au total, l'Union soviétique perdit 25 % de sa richesse nationale et 14 % de sa population en conséquence directe de la guerre.
Les « Historiens pour l'Ukraine » bénéficient du soutien de laFondation LRE , une organisation

européenne de valeur dont la mission louable est de promouvoir « *une compréhension multi-perspectives de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Chaque pays ayant vécu la guerre différemment, notre objectif est de présenter chaque perspective en relation avec les autres.* »
Les « historiens pour l'Ukraine » ne s'intéressent cependant qu'à une seule perspective : l'histoire usée et antisoviétique longtemps promue par les partisans de la guerre froide occidentaux, un récit qui commence avec le pacte Staline-Hitler de 1939 et se termine avec la soumission communiste de l'Europe de l'Est en 1945.
Le problème de ce récit unilatéral est que les Soviétiques furent loin d'être les premiers à apaiser Hitler et les nazis. Ce furent les gouvernements britannique et français qui conclurent un accord avec Hitler dans les années 1930, tandis que l'Union soviétique militait pour l'endiguement collectif de l'expansionnisme allemand. Ce furent les Soviétiques qui passèrent des années à tenter de renforcer la Société des Nations en tant qu'organisation de sécurité collective. C'est l'État soviétique qui soutint l'Espagne républicaine pendant sa guerre civile déclenchée par les fascistes. Lorsque Londres et Paris firent pression sur la Tchécoslovaquie pour qu'elle concède les Sudètes à Hitler, Moscou était prête à honorer ses engagements de sécurité mutuelle envers Prague, à condition que la France fasse de même. C'est la Pologne qui s'empara d'une partie du territoire tchèque après Munich, et non l'Union soviétique.
Le rôle des États-Unis dans ces événements a été celui d'un spectateur passif qui a adopté une série de lois isolationnistes de neutralité.
Avant de conclure son pacte avec Hitler, Staline passa des mois à négocier une triple alliance avec la Grande-Bretagne et la France, qui aurait garanti la sécurité de tous les États européens sous la menace nazie, y compris la Pologne. Mais les Polonais anticommunistes ne souhaitaient pas, ni ne pensaient avoir besoin, d'une alliance avec l'URSS, alors qu'ils bénéficiaient déjà du soutien de la Grande-Bretagne et de la France.
Une triple alliance anglo-soviétique-française aurait pu dissuader Hitler d'attaquer la Pologne en septembre 1939, mais Londres et Paris traînèrent les pieds pendant les négociations et, à l'approche de la guerre, Staline commença à douter de l'utilité d'une alliance soviéto-occidentale. Craignant que l'Union soviétique ne soit livrée seule à la lutte contre l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France restant à l'écart, Staline décida de conclure un accord avec Hitler qui maintenait l'URSS à l'écart de la guerre à venir et offrait certaines garanties pour la sécurité soviétique.
La « lettre ouverte » n'évoque aucunement cette histoire complexe d'avant-guerre, et encore moins n'y est abordée. Ses auteurs présentent plutôt l'Union soviétique comme une simple alliée d'Hitler et comme un co-belligérant dans l'invasion de la Pologne.
En réalité, l'éphémère alliance germano-soviétique de 1939-1940 ne se développa qu'après la partition de la Pologne. C'est l'écrasement de la puissance militaire polonaise par l'Allemagne – et l'incapacité de la Grande-Bretagne et de la France à aider efficacement leur allié polonais – qui poussa Staline à occuper le territoire attribué à l'URSS en vertu d'un accord secret germano-soviétique sur les sphères d'influence – une action que Winston Churchill soutint sans réserve : « *Nous aurions pu souhaiter que les armées russes se tiennent sur leur ligne actuelle en amis et alliés de la Pologne plutôt qu'en envahisseurs. Mais le maintien des armées russes sur cette ligne était clairement nécessaire à la sécurité de la Russie face à la menace nazie*. »
Les territoires polonais occupés par les Soviétiques se situaient à l'est de la « ligne Curzon » – la frontière ethnographique entre la Russie et la Pologne délimitée à Versailles – et étaient principalement peuplés de Juifs, de Biélorusses et d'Ukrainiens, dont beaucoup accueillirent l'Armée rouge comme des libérateurs du joug de Varsovie. Cet enthousiasme ne survécut pas au violent processus de soviétisation et de communisation qui intégra ces territoires à l'URSS, formant ainsi une Biélorussie et une Ukraine unifiées.
Néanmoins, c'est Staline et le pacte germano-soviétique qui ont arraché l'Ukraine occidentale à la Pologne. À la fin de la guerre, Churchill a plaidé pour la restitution de Lvov aux Polonais, mais Staline a refusé, affirmant que les Ukrainiens ne le lui pardonneraient jamais. En compensation de la perte

de ses territoires orientaux, la Pologne s'est vu attribuer la Prusse-Orientale et d'autres parties de l'Allemagne – un transfert qui a entraîné le déplacement brutal de millions d'Allemands de leurs terres ancestrales.

Etaient également placés sous l'influence soviétique La Finlande et les États baltes (Lettonie, Lituanie et Estonie) . Selon la lettre ouverte : « Peu après le début de la guerre, les Soviétiques attaquèrent également la Finlande. Puis, en 1940, ils envahirent et annexèrent la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie. » Mais, là encore, l'histoire n'est pas aussi simple.

L'option privilégiée par Staline était un accord diplomatique avec les Finlandais, incluant un échange de territoires, son objectif étant de renforcer la sécurité de Leningrad. Ce n'est qu'après l'échec de ces négociations que l'Armée rouge envahit la Finlande en décembre 1939. Les pertes soviétiques furent énormes, mais en mars 1940, les Finlandais furent contraints d'accepter les conditions de Staline. La Finlande aurait pu rester neutre jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, mais ses dirigeants choisirent, de manière désastreuse, de se joindre à l'attaque d'Hitler contre l'Union soviétique, assiégeant Leningrad par le nord, contribuant ainsi à la mort de centaines de milliers de civils dans la ville assiégée.

Les objectifs de Staline concernant les États baltes étaient initialement modestes : des sphères d'influence souples fondées sur des pactes d'assistance mutuelle et des bases militaires soviétiques. « Nous ne chercherons pas à les soviétiser », déclara Staline à ses camarades, « le temps viendra où ils le feront eux-mêmes ! » Cependant, à l'été 1940, Staline craignait que les États baltes ne retombent dans l'orbite allemande. La gauche locale exerçait également une pression politique, souhaitant que les Soviétiques mènent la révolution à leur place, en utilisant l'Armée rouge pour renverser les anciens régimes d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie.

Comme en Pologne, la soviétisation des États baltes et leur intégration à l'URSS furent extrêmement violentes, avec notamment la déportation de 25 000 « indésirables ». Une telle répression ne pouvait qu'alimenter la collusion généralisée des États baltes avec l'occupation nazie qui suivit l'invasion de l'Union soviétique par Hitler en juin 1941.

La lettre ouverte admet, non sans réticence, que l'Union soviétique a subi des pertes effroyables pendant la guerre, notamment en Ukraine, et souligne la libération de l'Europe de l'Est par l'Armée rouge en 1944-1945, mais déplore les régimes communistes répressifs qui en ont résulté. Elle omet toutefois de mentionner que nombre des pays occupés par l'Armée rouge – Bulgarie, Croatie, Hongrie, Roumanie, Slovaquie – puis repris par les communistes étaient d'anciens États de l'Axe.

L'autoritarisme était la marque de fabrique de la politique est-européenne bien avant l'arrivée au pouvoir des communistes. Le pays qui se rapprochait le plus d'une démocratie de type occidental était la Tchécoslovaquie, où les communistes et les socialistes remportèrent la majorité des voix aux élections d'après-guerre. Le soutien à la gauche était plus faible ailleurs, mais l'assise populaire massive du communisme est-européen dans les premières années d'après-guerre ne fait aucun doute.

Le contexte international d'après-guerre est essentiel pour comprendre la transformation de la sphère d'influence soviétique en Europe de l'Est en un bloc stalinien étroitement contrôlé. Ce sont les polarisations et les conflits de la guerre froide qui ont favorisé la radicalisation de la politique soviétique et communiste en Europe de l'Est, notamment en Tchécoslovaquie, où un coup d'État communiste en 1948 a renversé la large coalition qui avait jusque-là gouverné le pays.

Le seul pays capable de surmonter ces tensions fut la Finlande, car ses dirigeants d'après-guerre s'abstinrent sagement d'impliquer les puissances occidentales dans leurs luttes politiques internes. Ainsi, la Finlande resta inoccupée par Staline et devint un membre semi-détaché du bloc soviétique, ami de Moscou mais maître de sa souveraineté intérieure. Sans la guerre froide, ce que l'on a appelé la « finlandisation » aurait pu fonctionner également pour d'autres États du bloc soviétique.

Parmi les ennemis les plus acharnés de l'Armée rouge figuraient les nationalistes ukrainiens qui ont activement collaboré avec les nazis, participé à l'Holocauste et exterminé ethniquement des dizaines de milliers de Polonais. Ces mêmes nationalistes sont largement salués comme des héros et des

patriotes dans l'Ukraine contemporaine – une vérité dérangeante que les auteurs de la lettre ouverte éludent, affirmant que « *l'affirmation de Poutine selon laquelle l'Ukraine glorifie aujourd'hui les nazis et leurs collaborateurs est non seulement factuellement inexacte, mais aussi insultante pour l'histoire tragique de cette nation.* »

Tous les hommes politiques déforment et manipulent le passé à des fins politiques, et Poutine ne fait pas exception. Mais il en va de même pour les propagandistes polémiques.

Le pacte germano-soviétique est un fait, mais la collaboration polonaise avec Hitler dans les années 1930 l'est tout autant. L'Union soviétique a certes coopéré avec l'Allemagne nazie, mais elle a également joué un rôle majeur dans la défaite d'Hitler. Staline a été responsable de vastes répressions de masse, mais il n'était ni un dictateur raciste ni génocidaire, ni un belliciste. L'invasion de la Pologne orientale par l'Armée rouge était répréhensible, mais elle a également unifié la Biélorussie et l'Ukraine. Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'Armée rouge a commis de nombreuses atrocités, mais elle n'a pas commis de massacres et, avec ses alliés occidentaux, elle a libéré l'Europe du nazisme.

Les « historiens pour l'Ukraine » espèrent une solution diplomatique appropriée au conflit russo-ukrainien, mais l'attaque virulente de leur lettre contre la perspective russe sur la Seconde Guerre mondiale est contraire à la cause de la paix.

Geoffrey Roberts,
Professeur émérite d'histoire à l'University College Cork et membre de la Royal Irish Academy.

Texte de la tribune parue dans Le monde le 4 mai 2025

« La Russie falsifie la mémoire de la seconde guerre mondiale pour justifier ses actes les plus abominables »

Un collectif d’historiens européens dénonce, dans une tribune au « Monde », le révisionnisme historique que Moscou diffuse en Occident, particulièrement dans le débat américain, pour rendre acceptable son « opération spéciale » dans une Ukraine « fasciste » à « dénazifier ».

Ce mois de mai marque le 80e anniversaire d’un des moments les plus marquants de notre histoire commune. Pendant la seconde guerre mondiale, les nations du monde entier se sont unies contre l’Allemagne nazie et ses alliés, créant entre les Etats-Unis et l’Europe un lien indéfectible, forgé dans l’épreuve et le sacrifice.

Aujourd’hui, les principes qui nous ont rassemblés, dans la lutte contre la tyrannie – pour la liberté, la démocratie et la vérité –, sont à nouveau menacés. La Russie de Vladimir Poutine cherche quotidiennement à affaiblir nos libertés, notre unité et nos amitiés par des actions belliqueuses et des campagnes de désinformation. De façon particulièrement cynique, elle invoque la mémoire de la seconde guerre mondiale pour justifier ses actes les plus abominables.

En tant qu’historiens, conservateurs et professionnels de la mémoire en Europe, nous sommes profondément préoccupés par la diffusion croissante de la désinformation russe dans le débat américain, que ce soit sur les réseaux sociaux, dans les médias traditionnels ou même dans certaines prises de parole officielles. Cette désinformation vise précisément ce que nous avons de plus précieux – nos valeurs communes – en cherchant à creuser un fossé entre l’Europe et l’Amérique.

Face aux falsifications historiques massives venant de Moscou, il nous semble essentiel de rappeler certains faits incontestables. En 1939, c’est l’Allemagne nazie d’Hitler qui a déclenché la guerre en attaquant la Pologne. A cette époque, l’Union soviétique était alliée à Hitler et a, elle aussi, envahi la Pologne. La version officielle russe selon laquelle la guerre aurait été provoquée par la Pologne est totalement fausse.

Une insulte à l’histoire

Peu après le début de la guerre, les Soviétiques ont également attaqué la Finlande. En 1940, ils ont envahi et annexé la Lituanie, la Lettonie et l’Estonie. Ces agressions étaient totalement injustifiées, sans aucun caractère consensuel ou légal, contrairement aux affirmations répétées de Vladimir Poutine.

L’Union soviétique a subi d’effroyables pertes pendant la seconde guerre mondiale, mais beaucoup d’entre elles se sont déroulées en Ukraine et ont directement touché le peuple ukrainien.

L’affirmation de Poutine selon laquelle l’Ukraine glorifierait aujourd’hui les nazis et leurs collaborateurs n’est pas seulement factuellement fausse : elle constitue une insulte à l’histoire tragique de ce pays.

Si l’Armée rouge a bien libéré l’Europe de l’Est en 1944 et 1945, les peuples de ces pays n’ont pourtant pas vécu l’occupation soviétique qui a suivi comme une libération. Pendant quarante-cinq ans, les Européens de l’Est ont subi des régimes communistes répressifs qu’ils n’ont jamais choisis.

La vérité de cette histoire se trouve dans les archives russes elles-mêmes, brièvement ouvertes au monde dans les années 1990. Dans la Russie d’aujourd’hui, parler librement de l’histoire est devenu extrêmement dangereux. De nouvelles lois russes criminalisent désormais toute critique de l’Armée rouge ou de ses vétérans. Les livres révélant les crimes soviétiques sont interdits, des musées et institutions ont été fermés, et les archives russes sont inaccessibles aux chercheurs indépendants.

Cette lutte autour de notre histoire est cruciale, car Poutine instrumentalise la mémoire de la seconde guerre mondiale pour justifier l’invasion actuelle de l’Ukraine, pays qu’il qualifie à tort d’« Etat fasciste » nécessitant une « dénazification ». La Russie nie ainsi à l’Ukraine le droit d’exister en tant que nation souveraine et lui fait porter la responsabilité du conflit actuel. Face à ce déluge de désinformation venu de Moscou, il est plus que jamais nécessaire de s’appuyer sur une solide connaissance historique et une analyse critique rigoureuse.

La désinformation multiplie les divisions

A l’approche de l’anniversaire du 8 mai 1945, nous demandons au peuple américain de dépasser les divisions politiques, souvent amplifiées par les trolls des deux côtés de l’Atlantique et attisées par Moscou. Rappelez-vous les liens qui nous unissent, liens forgés sur les champs de bataille et renforcés par quatre-vingts ans d’amitié et d’alliance. La désinformation cherche à nous diviser, mais notre engagement commun envers la liberté et la démocratie doit l’emporter.

Surtout, nous vous appelons à soutenir l’Ukraine. Nous espérons qu’une solution diplomatique pourra être trouvée avec l’aide des Etats-Unis, mais gardez toujours à l’esprit que Poutine est l’agresseur : il ne doit en aucun cas être récompensé pour avoir menacé les peuples libres du monde. Tout accord de paix devra reconnaître pleinement le droit fondamental de l’Ukraine à rester une nation souveraine, capable de se défendre en cas de nouvelles attaques.

Le 8-Mai, nous serons à vos côtés pour honorer la mémoire de tous ceux, hommes et femmes, qui ont servi pendant la seconde guerre mondiale. Ils ont répondu à l’appel de leurs pays, façonnant l’histoire et contribuant au retour de la paix, de la démocratie et de la liberté. En nous tenant ensemble pour défendre ces valeurs aujourd’hui, nous réaffirmons notre détermination à empêcher que de tels conflits dévastateurs ne se reproduisent un jour.

Premiers signataires : Antony Beevor, historien et auteur ; Carlo Gentile, chercheur à l’université de Cologne ; Keith Lowe, historien et auteur ; Margaret MacMillan, historienne et professeure émérite à l’université d’Oxford ; Pawel Machcewicz, historien et professeur à l’Académie polonaise des sciences ; Richard Overy, historien et professeur à l’Université d’Exeter ; Denis Peschanski,

historien et directeur de recherche émérite au CNRS ; Henry Rousso, historien et directeur de recherche émérite au CNRS ; Dariusz Stola, historien et professeur à l’Académie polonaise des sciences ; Olivier Wieviorka, historien et professeur à l’Ecole normale supérieure Paris-Saclay. Retrouvez la liste complète des signataires ici.

Retour à l'article de Geoffrey Roberts.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire